

ISOPOLIS ou les enjeux d'une alliance science-société à l'initiative de la société civile

Thomas Delahais, Quadrant Conseil

Pascale Chabanet, Institut de Recherche pour le Développement, UMR Entropie

Christelle Chon-Nam, Effusif

Jaëla Devakarne, Isolab

Nathalie Noël, LCF-Université de La Réunion

Journées d'études de l'axe « Démocratie et Savoirs » du GIS Démocratie et Participation — 19-20 novembre 2024¹.

Résumé

Le programme ISOPOLIS Gamma, engagé à l'initiative de la société civile réunionnaise et porté par l'institut de recherche et de développement (IRD), s'est déroulé de juin 2021 à janvier 2023. Il se distingue très tôt par une volonté de construire une alliance entre la société civile et la recherche, dans un territoire marqué par la méfiance envers la science et les chercheurs. Cette volonté se heurte cependant à de nombreux malentendus, qui représentent à la fois des obstacles au déroulement, mais ont aussi parfois été des occasions fertiles pour les acteurs de trouver leur place, et pour l'agenda d'ISOPOLIS de progresser. Ces malentendus ont porté notamment : sur le concept de recherche interventionnelle, sur la portée opérationnelle des travaux scientifiques, sur l'expérimentation, ainsi que sur l'éthos scientifique et l'engagement des chercheurs.

En s'appuyant sur l'évaluation embarquée du projet et le travail réflexif engagé par plusieurs de ses actrices clés, cette communication passe en revue certains des malentendus ayant structuré le programme ISOPOLIS. Ce faisant, elle vise à mettre en lumière les enjeux de traduction (des mots, des concepts, des pratiques) qui sous-tendent un projet tel que celui-ci, et ce qu'ils disent du rapport des citoyens à la science, ainsi que du rapport des chercheurs au changement sociétal.

doi : [10.5281/zenodo.15393904](https://doi.org/10.5281/zenodo.15393904)

¹ Site du GIS démocratie et participation. <https://www.participation-et-democratie.fr/journees-d-etudes-de-l-axe-democratie-et-savoirs-les-19-et-20-novembre-2024-a-lyon>

Introduction

Le projet ISOPOLIS² est né d'une volonté portée par la société civile réunionnaise de « soutenir la transformation du territoire vers un modèle sociétal résilient, soutenant le bonheur de la population, dans un contexte d'adversité croissante »³. Il a été lancé 2016, dans un cadre d'abord bénévole et associatif, avant d'accéder à des financements régionaux et européens au titre du Fonds européen de développement économique régional (FEDER). Ce financement, ainsi que son hébergement par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) va lui donner, au moins en partie, les moyens de ses ambitions, et rendre possible la mise en place d'un processus collectif réunissant citoyens et acteurs scientifiques autour d'objectifs de changement social.

ISOPOLIS est un objet multiforme, dont les ambitions et les formes d'action, ainsi que le rapport à la science, se sont construits au fur et à mesure des années⁴. Il se distingue très tôt par une volonté de construire une alliance entre la société civile et la recherche, dans un territoire marqué par la méfiance envers la science et des chercheurs vus comme provenant de l'hexagone et peu au fait des spécificités locales, comme l'a illustré notamment la « crise requin⁵ ». Sans le réduire à une catégorie existante, il est possible de le qualifier de « projet d'action locale » dans la typologie de *citizen science* de Wiggins et Crowston⁶. Ces projets « encouragent l'intervention des participants dans les préoccupations locales, en utilisant la recherche scientifique comme un outil pour soutenir les agendas civiques ». Pour Wiggins et Crowston, les projets de ce type ne sont pas d'abord des projets scientifiques, mais d'abord des projets citoyens, qui nécessitent un soutien scientifique. Ainsi, écrivent-ils, les chercheurs y sont « plutôt des consultants ou des collaborateurs que les initiateurs ». Pour autant, cet accompagnement scientifique n'est pas moins scientifique qu'un autre projet de recherche. Il se fait à l'initiative de la société civile, plutôt qu'à celle des chercheurs, mais requiert les mêmes méthodes scientifiques que tout autre projet⁷.

Ce texte reprend le fil de la présentation orale faite lors des journées d'étude de l'axe « Démocratie et Savoirs » du GIS Démocratie et Participation des 19 et 20 novembre 2024 et prolonge une présentation antérieure réalisée dans le cadre d'ISOPOLIS⁸. Dans cette communication, nous proposons de décrire l'évolution du projet ISOPOLIS, et singulièrement le rôle dévolu à la science dans ce projet, ainsi que la façon dont la relation s'est progressivement

² Site d'ISOPOLIS : <https://www.isopolis.re/fr/1/home.html>

³ Extrait du programme ISOPOLIS Gamma.

⁴ Devakarne, J. Teixeira, L., Bisquerra, A. (2023). « ISOPOLIS, un projet de transformation sociétale à La Réunion ». In Sciences de la Durabilité, Fiche n°41. IRD éditions. https://www.ird.fr/sites/ird_fr/files/2022-12/Fiche_RV_SciDur_ISOPOLIS_FINAL%20%281%29.pdf

⁵ Roux-Cuvelier, W. (2018). Rencontre conflictuelle. Le cas de la crise requin à La Réunion. https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/38585/1/Roux-Cuvelier_Willem_2018_thèse.pdf

⁶ Wiggins, A. & Crowston, K. (2011). "From Conservation to Crowdsourcing: A Typology of Citizen Science," 44th Hawaii International Conference on System Sciences, Kauai, HI, USA, 2011, pp. 1-10, <https://www.doi.org/10.1109/HICSS.2011.207>

⁷ Bats, R. (2023). "Sciences Et Recherches Participatives." Callisto. <https://doi.org/10.60538/sciences-recherches-participatives>

⁸ Delahais, T. (2023). La démarche d'ISOPOLIS vue de l'extérieur. <https://www.youtube.com/watch?v=93Pne1X1QRI>

nouée entre chercheurs et différents acteurs de la société civile impliqués dans le projet. Nous choisissons ici une entrée par les malentendus entre ces acteurs, qui ont émaillé le programme. Ce terme de malentendu est pris dans son sens commun, mais aussi en référence au travail de Michel Callon, au sens où ces malentendus sont considérés comme une possibilité d'effectuer une série de traductions autour de la discussion de l'identité des acteurs, voire une « *négociation autour de leur identité* » s'inscrivant dans « *une controverse ou désaccords [...]* qui portent sur des enjeux scientifiques ou techniques ou sur la constitution de la société »⁹.

Ces malentendus peuvent être constatés au sein du programme lui-même, mais aussi avec ses partenaires extérieurs, scientifiques, administratifs, ou issus de la société civile. La question posée ici est donc la suivante : en quoi les malentendus et leur négociation collective ont-ils constitué des obstacles pour le programme ISOPOLIS ? Que disent-ils de la nature des obstacles identifiés ? Inversement, en quoi et dans quels cas les malentendus et leur négociation ont-ils permis à ISOPOLIS d'avancer, à la fois dans son fonctionnement et dans son programme de changement sociétal ?

Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons pour cela sur l'évaluation embarquée¹⁰ qui a été réalisée par un des auteurs de cette communication¹¹. Réalisée entre novembre 2021 et janvier 2023, celle-ci s'est appuyée sur de nombreux échanges avec les personnes impliquées dans le programme ; une collecte empirique menée auprès de plus de 50 acteurs ; et plusieurs séminaires collectifs permettant d'organiser une réflexion collective autour d'ISOPOLIS. Cette communication est aussi l'occasion de poursuivre la réflexion sur ce programme, qui s'est terminé sans suite directe, avec les autres autrices, chercheuses et des membres de la société civile impliquée dans le projet.

La première partie de cette communication revient sur le contexte réunionnais et la dynamique science société à La Réunion, et positionne ISOPOLIS dans ce contexte. La deuxième partie passe en revue les malentendus identifiés et ce qu'ils révèlent de la relation science-société à l'initiative de la société civile. La troisième partie, enfin, présente les leçons tirées par les acteurs impliqués dans ISOPOLIS de cette expérience.

I. Le projet dans la dynamique science-société à La Réunion

La Réunion : un territoire postcolonial entre tensions historiques et dynamique de transformation

La Réunion est un département français de près de 900 000 habitants. Située dans l'océan Indien, elle a une histoire récente puisqu'elle a été habitée et colonisée il y a environ 350 ans.

⁹ Callon, M. (1986). « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc ». *L'Année sociologique*, 36, PUF p. 176.

¹⁰ Pour une présentation en français des approches dites « développementales » ou « évolutives » de l'évaluation. Delahais, T. (2022). Le choix des approches évaluatives. In Rey, L., Quesnel, JS. Sauvain, S. L'évaluation en contexte de développement (p. 155-180). JLD Éditions.
https://www.editionsjfd.com/static/uploaded/Files/9782897993016_v18_int.pdf#page=157

¹¹ Delahais, T., Joly, P. (2023). Évaluation du programme ISOPOLIS Gamma. 2023. Quadrant Conseil pour l'Institut de recherche pour le développement. <https://www.isopolis.re/medias/c9c44726-fb33-4fb1-fd91-f8daf2ed3fb0.pdf>

L'île est marquée par une forte hétérogénéité culturelle issue de migrations successives en provenant d'Europe, d'Inde et d'Asie, fruit de l'histoire coloniale. Ce passé structurant continue aujourd'hui de façonner les dynamiques sociales, culturelles et politiques. Souvent perçue depuis l'hexagone comme une vitrine tropicale et un territoire du « vivre ensemble », l'île fait face à de nombreux défis environnementaux (urbanisation vs préservation des terres agricoles) et sociaux, liés notamment à la pauvreté, l'illettrisme, l'éducation, la mobilité et le chômage. Ces difficultés s'inscrivent dans une mémoire collective marquée par des politiques d'assimilation brutales, comme les avortements et stérilisations forcés dans les années 1960, ou encore les déplacements contraints d'enfants vers la métropole entre 1962 et 1984 (affaire des « Enfants de la Creuse »)¹².

La Réunion, territoire post-colonial, reste façonnée par les conséquences de l'esclavage, puis de l'engagisme (recrutement de travailleurs sous contrat, issus d'Asie et d'Afrique)¹³. Cette histoire complexe fonde une relation ambivalente avec l'État français, qui, à travers la départementalisation, a imposé son modèle administratif et institutionnel. Elle se manifeste aussi dans le rapport à la langue : le créole réunionnais, largement parlé, coexiste avec le français, langue de l'écrit, de l'administration et du pouvoir. Ce contexte, conjuguée à une gestion centralisée, alimente à la fois une relation de méfiance et de défiance envers les dispositifs publics et les élites extérieures, y compris dans le domaine de la recherche.

Le contexte de La Réunion affecte en profondeur les conditions de légitimation des savoirs. La Réunion dispose d'un écosystème de recherche relativement riche, avec par exemple 400 chercheurs et plus de 300 doctorants à l'Université de la Réunion¹⁴. Dans le même temps, la science est souvent perçue comme extérieure, dominante, voire coloniale. Cette défiance s'exprime à plusieurs reprises dans des crises locales comme la création du Parc national de La Réunion (2007)¹⁵, l'introduction de la mouche bleue en 2009 ou encore la « crise requin » (2011-2019)¹⁶. L'ignorance par la science « légitime » des récits, langues, savoirs et vécus locaux au profit d'une vision « eurocentrée du monde » alimente cette défiance, une situation qui se retrouve dans de nombreux territoires postcoloniaux, comme l'ont montré depuis les années 2000 les différents courants des épistémologies du Sud¹⁷.

¹² Sur l'envoi de plus de 2 000 enfants dans la Creuse et d'autres départements de l'hexagone : Gauvin, G. et Vitale, P. (2021). « Lesdits enfants de la Creuse », *Revue des sciences sociales* [En ligne], 65 | 2021, mis en ligne le 15 juin 2021, consulté le 10 mai 2025. <https://doi.org/10.4000/revss.6533>

¹³ Sur la spécificité du processus colonial à La Réunion, voir notamment Houbert, J. (1983). *Décolonisation en pays créole : l'île Maurice et La Réunion*. In: *Politique africaine*, n°10, 1983. Les puissances moyennes et l'Afrique. pp. 78-96. Roinsard, N. (2013). « Soixante ans de départementalisation à La Réunion : une sociologie des mutations de l'organisation sociale et de la structure de classe en contexte postcolonial », *REVUE Asylon(s)*, N°11, mai 2013 <https://doi.org/10.3406/polaf.1983.3646> et Roinsard, N. (2014). *Pauvreté et inégalités de classe à la réunion Le poids de l'héritage historique*. *Études rurales*, 194(2), 173-189. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.10180>.

¹⁴ Campus France (2023). Université de la Réunion. https://ressources.campusfrance.org/pratique/etablissements/fr/univ_reunion_fr.pdf

¹⁵ Babou, I. (2015). « Patrimonialisation et politiques de la nature : le parc national de La Réunion », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], 15-1 | Mai 2015, <https://doi.org/10.4000/vertigo.16038>

¹⁶ Roux-Cuvellier, W. (2018). Op. Cit.

¹⁷ de Sousa Santos, B. (2011). « Épistémologies du Sud », *Études rurales*, 187 | 2011, 21-50.

De l'initiative citoyenne à l'institutionnalisation : la genèse du programme ISOPOLIS

Un aspect structurant du développement du programme ISOPOLIS réside dans sa trajectoire de formalisation, passant d'une initiative associative et bénévole à un projet institutionnalisé bénéficiant d'un financement européen via le FEDER (1,8 M€, période 2019–2023). Dans cette trajectoire, l'IRD a un rôle important. Cet institut cherche à l'époque à (re)créer des liens avec la société civile, à la fois dans une démarche nationale de réponse aux objectifs de développement d'une « science de la durabilité », mais aussi au niveau local à la suite de plusieurs controverses impliquant la science et l'action publique, notamment celles évoquées ci-dessus. ISOPOLIS attire ainsi l'attention de l'IRD La Réunion, qui va, dès 2016, se porter garant du programme, en assurant à la fois une avance des frais liés à la réalisation du projet et un appui méthodologique. Ce cadre a notamment permis l'élaboration d'un projet scientifique pensé comme un programme de recherche interventionnelle, articulée autour de revues de littérature (*scoping reviews*), d'enquêtes qualitatives, d'expérimentations sociales, et d'un dispositif d'évaluation embarqué.

C'est une autre crise qui va permettre à ISOPOLIS de prendre de l'importance. En novembre 2018, la mobilisation intense du mouvement des Gilets jaunes à La Réunion met en effet l'île à l'arrêt, et révèle une forte défiance à l'égard des élus et des institutions, ce qui a incité les autorités régionales à renforcer leurs liens avec la société civile¹⁸. La Région, en particulier, va soutenir ISOPOLIS, d'abord par des financements régionaux, puis à partir de juin 2021 avec les fonds européens du FEDER. Pour pouvoir mettre en place son programme, ISOPOLIS s'appuie sur une équipe « cœur », composée d'acteurs issus de la société civile recrutés comme salariés à plein temps, en charge de la coordination opérationnelle et de l'animation des actions. À cette équipe s'est ajoutée une cellule scientifique, mobilisée dans les premiers mois pour la réalisation de *scoping reviews* thématiques et d'enquêtes qualitatives exploratoires. Une coordination scientifique, pilotée par l'IRD, a assuré l'interface entre les différentes composantes du programme. Le dispositif incluait également des « compagnons de route » – contributeurs bénévoles issus de réseaux associatifs ou professionnels, investis dans la gouvernance et dans certaines dynamiques d'action, ainsi que des partenariats institutionnels impliqués à divers niveaux du projet.

Décloisonner, expérimenter, institutionnaliser, outiller : les piliers d'ISOPOLIS

ISOPOLIS, en 2021, a déjà identifié son objectif, qui est d'élaborer « un modèle résilient, qui soutient le bonheur des Réunionnais » ; et la science constitue un des moyens d'y parvenir. Pour autant, il serait erroné d'y voir un programme précis dont les enjeux consisteraient essentiellement dans une mise en œuvre fidèle d'orientations fixées à l'avance. Au contraire, ISOPOLIS se caractérise par des formes et des explorations multiples et son programme s'est constitué en même temps que son déroulement. Il a cherché à agir en même temps sur de très nombreux points de la société réunionnaise, et ce en seulement vingt mois, et en période post-COVID. C'est donc rétrospectivement que l'évaluation embarquée a identifié quatre principaux chemins suivis par ISOPOLIS pour amener des changements dans la société :

¹⁸ Rafidinarivo, C. (2020). Essor et déclin des « gilets jaunes » de La Réunion dans l'espace public. The Conversation France, <https://hal.univ-reunion.fr/hal-02519480>

- Le premier a consisté à **constituer une dynamique collective** qui visait à décloisonner les différentes strates de la société réunionnaise. L'idée était de pouvoir échanger sur les futurs désirables pour l'île, et les moyens de parvenir à les concrétiser. Cela passe par de la constitution de réseaux, d'évènements, de rencontres, et de la communication.
- Le deuxième était **de soutenir des « faiseurs/ses de changement »**, c'est-à-dire des personnes qui, dans leur cadre professionnel ou personnel, sont engagées dans des problématiques sociétales, ont la vision et les idées pour faire bouger le modèle actuel, mais qui ne savent pas comment faire ou sont bloqués dans leurs tentatives par ce modèle actuel. Certains de ces faiseurs de changement sont salariés d'ISOPOLIS, et le programme leur donne ainsi une occasion de faire, donc de briser les barrières qui les empêchent de mettre en œuvre leurs idées. Cela passe par une démarche expérimentale, mais aussi de la montée en compétence et l'amorçage d'un écosystème de soutien aux faiseurs.
- Le troisième chemin proposait **d'impliquer les collectivités locales**, celles-ci étant perçues comme le moyen de changer d'échelle, de passer des projets expérimentaux à des politiques renouvelées.
- Enfin le quatrième consistait dans un **appui conceptuel et méthodologique** à cette dynamique, à travers notamment le recours à des méthodes d'appui à la formalisation et à la gouvernance, la mobilisation de cadres théoriques, et enfin l'évaluation du projet et des expérimentations engagées en son sein.

Contributions, expérimentations et dynamiques impulsées : les résultats d'ISOPOLIS

Sans rentrer dans le détail¹⁹, il faut enfin terminer cette présentation du projet en indiquant que les activités conduites dans le cadre d'ISOPOLIS ont donné lieu à une production substantielle, à la fois scientifique, expérimentale et sociale. D'une part, cinq revues de littérature (*scoping reviews*) ont été réalisées, complétées par trois enquêtes qualitatives, permettant de documenter les différentes échelles de la résilience (individuelle, organisationnelle, culturelle, territoriale). D'autre part, six expérimentations ont été mises en œuvre, portant sur des thématiques variées telles que la transmission intergénérationnelle du bien-être chez les seniors, la formation à la résilience culturelle ou encore la construction d'un indicateur de bonheur réunionnais brut (BRB). Le programme a également permis la mobilisation d'un collectif d'environ 50 participants réguliers, et de 100 à 200 personnes engagées de manière ponctuelle, générant une dynamique d'apprentissage et de renforcement des capacités, en particulier chez les acteurs issus de la société civile, identifiés comme « faiseurs de changement ». Si le programme a officiellement pris fin en janvier 2023, faute de reconduction des financements, certaines expérimentations, notamment celles liées au BRB et à la résilience culturelle, se sont poursuivies au-delà du cadre initial, témoignant de la durabilité de certaines dynamiques impulsées par ISOPOLIS.

¹⁹ ISOPOLIS (2024). Bilan d'activité final du projet ISOPOLIS Gamma. IRD Réunion.
https://www.isopolis.re/fr/7_108/63231d06bb9070572be9dbbd/IRD%20Réunion.html

II. Les malentendus au sein de la dynamique du projet ISOPOLIS

La relation entre société civile et monde académique dans le cadre du programme ISOPOLIS constitue un élément central de sa dynamique. Initiée par des acteurs de la société civile, cette collaboration visait explicitement à mobiliser la science comme appui à un agenda de transformation sociale ambitieux pour l'île de La Réunion. Elle s'est cependant construite dans un contexte marqué par une défiance historique envers les institutions scientifiques, nourrie notamment par les héritages du passé colonial. Dès les premières étapes, la relation entre chercheurs et porteurs du projet a été traversée par une série de malentendus structurants. Si ces incompréhensions ont parfois freiné le déroulement du programme, elles ont également constitué un levier de clarification et d'apprentissage pour les acteurs impliqués. Dans cette section, nous passons en revue quelques-uns des malentendus qui ont émaillé la relation science-société dans le projet ISOPOLIS, avant d'en tirer des éléments plus globaux sur la position des différents acteurs dans un projet science-société de ce type.

La recherche interventionnelle, protocole ou outil de structuration ?

Un malentendu central concerne la nature même de l'engagement scientifique dans le projet. L'équipe ISOPOLIS, composée en grande partie d'acteurs de terrain (les faiseurs de changement) ayant déjà initié localement des actions citoyennes (dans les domaines de l'histoire insulaire, du sport senior, ou encore de l'alimentation), recherchait un cadre conceptuel structurant leurs actions. La proposition de l'IRD de s'appuyer sur une démarche de recherche interventionnelle²⁰ suscite dans l'équipe un réel enthousiasme. Celle-ci prévoyait une phase initiale de production scientifique (*scoping reviews*, enquêtes qualitatives), suivie d'expérimentations pilotes, puis d'un transfert de connaissances et d'un élargissement potentiel. Un chercheur associé de l'IRD, spécialiste de la recherche interventionnelle, va alors accompagner l'équipe pour mettre en place un tel cadre.

Toutefois, les attentes respectives différaient fortement. Du côté des chercheurs impliqués, l'intérêt de la recherche interventionnelle portait sur la rigueur méthodologique, le protocole expérimental et les mécanismes de validation scientifique à l'œuvre. Du côté de l'équipe ISOPOLIS, c'est l'architecture générale de la démarche — perçue comme un outil de structuration — qui importait, bien plus que le respect strict des principes méthodologiques associés à la recherche interventionnelle. Ce décalage s'est accentué lorsque l'équipe ISOPOLIS a adopté le vocabulaire scientifique associé à la recherche interventionnelle (expérimentation, transfert de connaissance, etc.) sans toujours en respecter les attendus normatifs. Cette appropriation libre a pu donner l'illusion aux partenaires scientifiques d'un alignement de compréhension, accentuant en réalité l'incompréhension.

Ces divergences de représentations ont eu des effets concrets sur le projet et son environnement, générant tensions et méfiance, notamment de la part du siège de l'IRD et de l'unité mixte de recherche auquel le programme était rattaché (UMR Centre Population et

²⁰ Alla, F., Cambon, L., Ridde, V. (2024). La recherche interventionnelle en santé des populations. Concepts, méthodes, applications. IRD Éditions. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2023-12/010089049.pdf

Développement, CEPED). Il a fallu un engagement fort des chercheurs impliqués localement pour maintenir le dialogue et préserver l'alliance, malgré des différends épistémologiques et institutionnels. Ce premier cas illustre ainsi les défis d'une collaboration entre science et société lorsque les cadres d'action, les langages et les objectifs ne sont pas pleinement partagés en amont.

Des tensions méthodologiques : entre attentes opérationnelles et contraintes scientifiques

Dans le cadre du positionnement initial d'ISOPOLIS comme programme de recherche interventionnelle, une première phase de travail scientifique a été lancée, reposant sur la production de *scoping reviews* thématiques (résilience individuelle, organisationnelle, culturelle, territoriale, alimentaire et écologique), ainsi que sur la réalisation d'enquêtes qualitatives auprès des habitants de La Réunion²¹. Ce dispositif visait à ancrer les expérimentations ultérieures dans un socle empirique et théorique rigoureux, en fournissant à la fois des données de cadrage et des éléments de compréhension des dynamiques locales. Cependant, cette phase s'est heurtée à plusieurs difficultés structurelles. Le contexte de mise en œuvre — notamment les contraintes liées à la pandémie de COVID-19 — a fortement restreint les capacités de recrutement et de coordination scientifique sur l'île. L'équipe mobilisée, composée en grande partie de jeunes chercheurs ou d'étudiants récemment diplômés, a dû travailler dans un temps contraint, avec peu d'interactions directes avec les acteurs de terrain de l'équipe cœur. En parallèle, la formulation initiale des attendus scientifiques était insuffisamment précise, induisant des décalages entre la commande et sa réception.

Si la qualité des *scoping reviews* est globalement reconnue, les enquêtes qualitatives, menées dans des délais très courts, se sont révélées insuffisantes, tant sur le plan de la profondeur analytique que sur leur capacité à éclairer les préoccupations concrètes de l'équipe opérationnelle. Un malentendu structurel s'est ainsi installé : l'équipe ISOPOLIS attendait un livrable exploitable, assorti de recommandations directement actionnables pour orienter les expérimentations. De son côté, l'équipe scientifique n'a pas toujours disposé des ressources, du temps, ni des consignes claires nécessaires à la production d'un tel livrable. Ce décalage a eu des effets notables sur les dynamiques partenariales. Le sentiment d'un savoir académique perçu comme « abstrait » ou « éloigné du terrain » a contribué à une certaine frustration parmi les porteurs du projet de la société civile, tandis que l'équipe scientifique, peu valorisée dans les communications au début du programme, a pu ressentir un manque de reconnaissance. Cette phase, marquée par des incompréhensions réciproques, s'est soldée par le départ de la première coordinatrice scientifique et par une vacance temporaire de ce rôle, compliquant encore davantage la continuité du dialogue science-société.

²¹ Ces différentes productions sont visibles sur le site d'ISOPOLIS : https://www.isopolis.re/fr/7_24/5e91b4370f222d1f273a2948/resilience.html

Expérimenter sans protocole : entre autonomie citoyenne et tensions épistémologiques

Avec le lancement des expérimentations, le programme ISOPOLIS s'éloigne progressivement du cadre initial de la recherche interventionnelle, tel que conçu par les partenaires scientifiques. Si cette inflexion ne constitue pas un obstacle pour les membres de l'équipe projet, peu attachés aux protocoles normés, elle suscite en revanche des incompréhensions du côté des chercheurs, pour qui l'expérimentation repose sur un ensemble structuré de tests en situation contrôlée, d'une hypothèse d'intervention contribuant à la résilience, et visant à nourrir des apprentissages utiles sur la pertinence de cette hypothèse, ou sa mise en œuvre. Le but est d'alimenter un processus de transfert de connaissance vers les décideurs et d'amorcer un processus d'expérimentation à plus large échelle.

Là encore, il y a un malentendu très important autour de la notion d'expérimentation. En l'absence de résultats directement exploitables issus des enquêtes scientifiques préliminaires, la coordination opérationnelle du programme propose aux membres de l'équipe cœur, composée de « faiseurs de changement », de s'appuyer sur leurs propres projets d'intérêt et de les expérimenter dans le cadre du programme. Cette démarche, initiée de manière pragmatique, s'éloigne des attentes scientifiques d'un protocole reproductible et objectivable, mais ouvre un espace d'apprentissage collectif et d'autonomisation. Les porteurs de projets ne disposent pas à ce stade d'hypothèses formalisées et n'ont pas forcément une vision claire de la démarche expérimentale. Portés par leur intérêt pour les sujets qu'ils abordent, ils sont convaincus qu'une fois concrétisés, leurs projets s'imposeront d'eux-mêmes et qu'ils gagneront une légitimité nouvelle grâce au cadre scientifique d'ISOPOLIS. Ils vont cependant, au fil du processus, et avec l'appui de la coordination scientifique et du dispositif d'évaluation embarquée, faire l'apprentissage de l'expérimentation : ils construisent progressivement des allégations, les testent, les ajustent, et apprennent à relier leurs actions aux différentes dimensions de la résilience.

Ce processus a largement contribué à la montée en compétences des faiseurs de changement, qui développent une capacité d'analyse, de formalisation et de retour critique sur leurs pratiques. Ils vont aussi retraduire leur projet dans les dimensions de la résilience, et essayer d'utiliser leurs propriétés pour leurs expérimentations. Pour le dire autrement, les expérimentations vont leur permettre d'aboutir aux hypothèses plausibles que le travail d'enquête initiale aurait dû apporter. Et cela, ce sont de « simples citoyens » qui vont le faire, ce qui représentait une certaine fierté des membres de l'équipe. Plusieurs exemples illustrent cette dynamique :

- Un projet sur le bien-être des personnes âgées a été reconfiguré autour de la résilience émotionnelle, ouvrant des perspectives nouvelles sur le type d'outils qui pouvaient être mobilisés, et le type de résultats qui pouvaient être recherchés d'une action de ce type.
- L'expérimentation d'une formation à la résilience culturelle et à l'histoire réunionnaise, destinée aux agents des collectivités, s'est avérée très appréciée des agents de collectivité, qui ont pris conscience de leur passé, tout en mettant en évidence la difficulté à traduire cette prise de conscience en changements concrets dans les pratiques institutionnelles locales. Ce constat ouvrait donc sur les façons de faire évoluer cette action pour aller plus loin dans les changements de pratiques.

- Enfin, l'expérimentation menée sur le Bonheur Réunionnais Brut (BRB) a révélé la nécessité de disposer de relais institutionnels pour convertir une idée en levier d'action publique. Il a ainsi permis de réorienter le travail vers la recherche de partenaires et de cas pratiques d'usage plutôt que vers l'élaboration de l'indicateur alternatif proprement dit.

Si ces expérimentations se révèlent fécondes en termes d'apprentissage et d'innovation sociale, leur réception par les chercheurs reste ambivalente. L'absence d'un cadre hypothético-déductif clairement établi est parfois perçue comme un déficit méthodologique, et certaines initiatives sont jugées « non valides » au regard des critères scientifiques usuels. Ces divergences de conception de ce que signifie « expérimenter » alimentent à nouveau les tensions entre sphères scientifique et citoyenne, tout en illustrant les décalages structurels entre logiques d'action et logiques de preuve.

Postures, engagements et malentendus : reconfigurations des rôles entre chercheurs et société civile.

Au cours des vingt mois du programme ISOPOLIS, de nombreux malentendus ont ainsi émergé quant au rôle et à la place des chercheurs dans la gouvernance, l'évaluation et le soutien aux expérimentations menées. Au-delà des divergences de vocabulaire ou d'attentes conceptuelles, deux enjeux majeurs structurent ces tensions : la dimension personnelle et relationnelle de l'interaction entre science et société, et les difficultés spécifiques des chercheurs à s'inscrire dans un projet aux frontières floues entre recherche, action et transformation sociale.

D'un côté, le programme ISOPOLIS a offert un espace inédit à La Réunion de dialogue entre citoyens et scientifiques. Cela a été possible parce que des chercheurs ont été initialement attirés par la possibilité de communiquer avec la société civile, souvent dans des formats informels, non académiques et plutôt bienveillants (du moins en comparaison de la relation généralement conflictuelle décrite au départ). Ce groupe s'est ensuite un peu étioilé, mais il est resté suffisant pour participer aux échanges, dans la gouvernance générale, dans les événements, et dans la gouvernance des expérimentations elles-mêmes. Pour plusieurs membres de la société civile, ces moments ont constitué les seules occasions d'échange direct avec des chercheurs. Cette proximité a permis une certaine démystification de la figure du scientifique, tout en stimulant, chez les membres de l'équipe cœur du projet, une appropriation progressive de concepts, de réflexes méthodologiques et d'outils d'analyse issus de la recherche. L'évaluation embarquée a ainsi mis en lumière une évolution sensible des représentations et des pratiques, traduisant une forme d'acculturation scientifique, sans qu'elle soit professionnalisante. La plupart d'entre eux, interrogés en fin de programme, considéraient ainsi qu'ils n'avaient pas assez fait appel à la science dans leur activité, montrant paradoxalement en quoi ils avaient changé au fur et à mesure du projet.

D'un autre côté, les chercheurs eux-mêmes ont rencontré des difficultés importantes pour trouver leur place dans cette dynamique, à la fois en tant que citoyens et en tant que scientifiques. Si certains ont vu dans ISOPOLIS un projet de recherche légitime, d'autres ont été rebutés par son caractère hybride et par la médiatisation de ses activités sous l'étiquette « recherche », perçue comme trompeuse au regard des standards académiques. Cette ambiguïté a posé problème, y compris pour les chercheurs impliqués : l'absence de structuration institutionnelle claire (par exemple, une convention formelle avec l'Université de

La Réunion, qui regroupe une très grande part des chercheurs de l'île) a ainsi limité la valorisation scientifique de leur participation.

Plus fondamentalement, c'est la posture scientifique elle-même — fondée sur le scepticisme organisé, la réflexivité et la distanciation critique, ainsi que sur l'évaluation des idées plutôt que des individus²² — qui a parfois été mal comprise ou mal perçue dans le contexte du programme. Les exigences de rigueur méthodologique ou les controverses disciplinaires, souvent considérées comme normales dans le champ académique, ont pu heurter les normes de communication privilégiées par ISOPOLIS, fondées sur la coopération, la bienveillance et l'engagement personnel. Ce décalage est notamment apparu dans les débats autour du thème du « bonheur », où certains chercheurs ont insisté pour lui substituer le concept de « bien-être », jugé scientifiquement plus robuste, et ont exprimé leurs critiques avec la vigueur caractéristique des échanges scientifiques. Or, ces interventions, étrangères aux logiques de fonctionnement du collectif, ont été perçues comme déstabilisantes, car elles allaient à l'encontre des principes relationnels adoptés par ISOPOLIS, tels que l'holocratie ou la communication non violente²³.

En toile de fond, se pose la question du rapport à l'engagement : les acteurs de la société civile exigeaient implicitement des chercheurs une forme de désintéressement ou de « pureté », qui ont parfois été critiqués lorsqu'ils apparaissaient agir pour valoriser leurs propres travaux — alors même que les membres de la société civile entretenaient eux-mêmes un rapport souvent instrumental à la science (par exemple, légitimer a posteriori leurs projets).

Du point de vue des chercheurs, la situation s'est révélée particulièrement complexe, notamment en raison de l'ambiguïté persistante autour de la nature même d'ISOPOLIS. Bien que le programme ait été initialement présenté comme un projet de recherche interventionnelle, il a souvent été perçu — et largement relayé dans les médias — comme un projet de recherche à part entière. Cette représentation, récurrente et peu nuancée, a suscité des tensions, notamment chez les chercheurs extérieurs au programme, pour qui cette qualification apparaissait comme un abus de langage, voire un facteur de discrédit. Même pour les chercheurs impliqués dans ISOPOLIS, cette ambiguïté a été difficile à gérer. En l'absence de cadre académique structuré (notamment l'absence d'une convention avec l'Université, comme indiqué ci-dessus), il leur a été difficile de mobiliser pleinement leur posture scientifique. Si certains travaux ont bien donné lieu à des publications, les conditions de valorisation scientifique sont demeurées inégales. Cela a notamment posé la question du statut des données produites dans le cadre du programme, et de la légitimité scientifique des résultats issus de cette expérience singulière. Pour autant, la contribution des chercheurs aurait pu être significative, notamment en matière d'accompagnement des expérimentations et d'analyse des dynamiques d'innovation sociale. Mais cette opportunité supposait un travail de traduction et d'adaptation de leurs outils et de leurs savoirs, afin de les rendre intelligibles et utiles à des acteurs non académiques — un exercice exigeant, souvent sous-estimé, et pour lequel peu de conditions pratiques étaient réunies.

²² Au sens de Merton, R.K. (1973). *The Sociology of Science*.

<https://press.uchicago.edu/ucp/books/book/chicago/S/bo28451565.html>

²³ Charest, G (2007). *La démocratie se meurt, vive la sociocratie ! Le mode de gouvernance qui réconcilie pouvoir & coopération !*, Esserci edizioni.

L'exemple le plus symptomatique de cette situation s'est cristallisé dans le travail d'évaluation des expérimentations, présenté comme un terrain propice à la collaboration entre sciences et société. Or, les chercheurs ont rencontré des difficultés à s'insérer dans des dispositifs qu'ils n'avaient pas conçus, souvent instables ou encore en cours de définition. Des quiproquos ont surgi autour des rôles attendus : là où les porteurs d'expérimentation attendaient un appui à la mise en œuvre de leur expérimentation, pour collecter et analyser des données, les chercheurs ne savaient pas forcément comment les aider et proposaient des protocoles exigeants, parfois difficilement applicables dans les délais du programme.

Le manque de temps, les écarts de temporalité et les attentes différenciées quant à la production de savoir ont accentué ces incompréhensions. Les chercheurs impliqués manquaient chroniquement de temps tout en valorisant aussi le fait de ne pas être pressé, de réfléchir aux hypothèses et de les analyser. Leur intérêt s'inscrit dans le temps long de l'analyse²⁴, alors que les faiseurs de changement, eux, cherchaient à boucler une expérimentation en moins d'un an, à cause du calendrier resserré du programme et parce qu'il fallait tenir les délais pour obtenir le financement européen. Cela a parfois amené à des contradictions directes, comme lorsqu'un chercheur impliqué a proposé un protocole d'évaluation inspiré de la science, mais très chronophage, avec de nombreux entretiens, une transcription intégrale, et auquel il n'a finalement pas le temps de participer.

Les chercheurs ont enfin été directement challengés dans leur position de *sachant*, alors qu'il leur est globalement demandé d'être des ressources ou des alter ego. Cela pose d'autant plus problème en fin de programme, lorsque l'équipe projet commence à disposer d'un bagage théorique et empirique important, mais qu'elle est toujours soupçonnée d'ignorance. C'est ainsi qu'en fin de programme, un groupe de chercheurs extérieurs a longuement fait la leçon à l'équipe d'ISOPOLIS sur le concept de résilience, en oubliant que l'équipe en question avait publié 5 *scoping reviews* sur le sujet et les avait utilisées pour leurs expérimentations.

On pourrait ainsi, pour terminer ici, revenir à Michel Callon pour considérer la difficulté qu'a eu ISOPOLIS à créer un mécanisme d'*enrôlement* efficace. « *L'enrôlement n'implique pas, mais n'exclut pas, des rôles préétablis. Il désigne le mécanisme par lequel un rôle est défini et attribué à un acteur qui l'accepte. L'enrôlement est un intérêt réussi. Décrire l'enrôlement c'est donc décrire l'ensemble des négociations multilatérales, des coups de force ou de ruse qui accompagnent l'intérêt et lui permettent d'aboutir* »²⁵.

Conclusion

L'analyse des relations à l'œuvre dans le programme ISOPOLIS met en évidence une série de malentendus entre les sphères scientifique et citoyenne, qui, loin de constituer uniquement des obstacles, ont également fonctionné comme des leviers de transformation.

Ces malentendus ont en effet permis l'ouverture d'espaces de délibération, favorisé des ajustements progressifs des postures respectives, et conduit à une redéfinition partielle des rôles et attentes de chacun des acteurs engagés. Cette négociation constante des frontières

²⁴ Stassart, P.M, Mormont, M. et Jamar, D. (2008). « La recherche-intervention pour une transition vers le développement durable », *Economie rurale*, 306, juillet-Août 2008, <https://doi.org/10.4000/economierurale.432>

²⁵ Callon, M. (1986). Op. Cit.

entre science et société s'est traduite, dans certains cas, par des formes d'accommodement, voire par un réarrangement des pratiques et des représentations. Il convient toutefois de souligner que cette interaction n'a pas reposé uniquement sur des relations directes bilatérales. Elle a été rendue possible par l'existence d'interfaces essentielles qui n'étaient pas prévues initialement, mais qui ont émergé en cours de projet : qu'il s'agisse de personnes ressources, de dispositifs intégrés (évaluation, expérimentations, événements collectifs) ou de formats facilitant la traduction mutuelle des savoirs et des objectifs. La vacance temporaire dans la coordination scientifique du programme a mis en lumière la fragilité de ces médiations ; à l'inverse, l'arrivée de nouvelles coordinatrices scientifiques, combinant posture scientifique et immersion dans le quotidien du programme, a constitué un facteur de stabilisation et de relance de la coopération.

Il est ainsi utile de considérer ISOPOLIS d'abord comme la « preuve de concept » qu'il est possible de construire une dynamique collective science-société à La Réunion. Dans ISOPOLIS comme dans d'autres initiatives transformatrices, ce ne sont pas tant les actions qui comptent que la mise en place de ces dynamiques qui, elles, auront potentiellement des impacts importants²⁶. L'expérience d'ISOPOLIS rappelle qu'il serait illusoire de penser qu'une telle dynamique pourrait s'établir dans un contexte postcolonial tel que celui de La Réunion sans frictions ni tensions. Ces dernières cependant, bien que parfois coûteuses, se révèlent désormais pour partie résolus, et constitutives d'un processus d'apprentissage collectif. La question centrale reste désormais celle de la pérennisation de cette dynamique : comment faire émerger des formes durables de collaboration à partir de ce terreau fertile, partiellement défriché par ISOPOLIS, mais encore largement à cultiver ?

Note : nous reproduisons page suivante les « leçons apprises » du projet par Jaëla Devakarne, à l'origine du projet ISOPOLIS et qui a piloté le projet ISOPOLIS Gamma en 2022 et 2023.

²⁶ Delahais, T. (2023). Cinq choses à savoir sur les initiatives de transition. <https://vimeo.com/694415725>

Leçons apprises et perspectives de développement

La première leçon apprise est que l'ambition transversale d'ISOPOLIS a permis d'agir sur plusieurs leviers à la fois, mais a nécessité une gestion fine des priorités et des ressources. Le soutien d'un acteur scientifique légitime (IRD) a été déterminant pour crédibiliser et financer le projet, mais n'a pas suffi à garantir une institutionnalisation pérenne. En effet, le passage d'une dynamique informelle à un programme financé impose des ajustements de gouvernance, de langage et de temporalité qui doivent être anticipés. Le cadre systémique est porteur d'une richesse transversale, mais génère une forte intensité organisationnelle : il implique de penser en amont la gestion de la complexité et les risques de débordement. La structuration hybride science-société nécessite un pilotage clair et un équilibre entre légitimités citoyenne et académique, sans quoi l'un des pôles peut dominer ou se désengager. Il a fallu un cadre souple, mais structurant pour soutenir les faiseurs de changement et éviter la fragilisation des expérimentations et sécuriser les parcours. La participation des collectivités locales est stratégique pour l'essaimage, mais demande un accompagnement spécifique à leur rythme et à leurs contraintes. L'articulation entre expérimentation citoyenne et outillage scientifique nécessite des temps de synchronisation, de traduction et d'adaptation continus. Le contexte socio-politique peut être un levier de reconnaissance pour les initiatives citoyennes, à condition de savoir saisir les fenêtres d'opportunité.

La deuxième leçon que nous retenons est que l'expérience ISOPOLIS démontre que les malentendus entre sphères scientifique et citoyenne, loin d'être des obstacles insurmontables, peuvent devenir des leviers de transformation à condition qu'ils soient reconnus, explicités, travaillés collectivement. L'un des premiers enseignements majeurs est la nécessité d'un *travail de traduction mutuelle* — des langages, des attentes, des rythmes — appuyé par des dispositifs hybrides (coordination scientifique, formats collectifs, séminaires mixtes, outils d'analyse partagés). Ces interfaces jouent un rôle structurant dans la consolidation des alliances, surtout lorsqu'elles combinent proximité opérationnelle et légitimité académique. L'ambiguïté autour du terme « recherche » est source de malentendus : elle appelle des clarifications sur les statuts, les objectifs et les cadres méthodologiques. L'hybridation des rôles entre citoyen et scientifique nécessite un accompagnement explicite : les chercheurs doivent pouvoir naviguer sans se décrédibiliser, les citoyens doivent comprendre leurs contraintes. La culture académique (distanciation, critique, validation) peut entrer en friction avec des pratiques collaboratives fondées sur l'engagement personnel, la bienveillance et la co-construction. Le manque de cadre institutionnel clair (ex. : convention avec l'université) fragilise la position des chercheurs impliqués et limite la valorisation de leur travail. Les malentendus ne sont pas des échecs, mais des révélateurs utiles des écarts de posture, de temporalité, de vocabulaire et de légitimité entre science et société. En effet, la recherche d'un cadre structurant côté société civile peut entrer en conflit avec une exigence de rigueur formelle côté scientifique. Il est crucial de négocier en amont les degrés de formalisation attendus.

Le troisième enseignement porte sur la *gestion des temporalités*. L'expérience a révélé l'inadéquation fréquente entre le temps court des projets financés et le temps long de la recherche et de la transformation sociale. Il apparaît nécessaire de concevoir des dispositifs pluri-temporels, intégrant des phases d'appropriation, d'expérimentation, de capitalisation et de consolidation, sans chercher à les faire coïncider de force. Cela suppose également de sortir d'une logique de linéarité pour adopter une approche plus itérative et adaptative. Les

décalages entre production scientifique et attentes opérationnelles doivent être anticipés : ce sont deux régimes de production de savoir différents qui doivent être articulés, pas confondus. Une coordination scientifique dédiée, compétente et présente dans la durée est une condition minimale pour stabiliser la relation science-société. La temporalité académique (lente, itérative, prudente) entre en friction avec l'attente de livrables actionnables : il faut des formats intermédiaires de production de connaissances. L'absence de cadrage clair sur les livrables scientifiques fragilise la confiance mutuelle et affaiblit la mobilisation des données issues du terrain.

Le quatrième enseignement que nous retenons est que ISOPOLIS interroge de manière frontale les *épistémologies dominantes*. Il appelle à une science ouverte à l'abduction, à la réflexivité, à l'implication, c'est-à-dire à des postures permettant d'accompagner des processus émergents, contextuels, portés par des acteurs non académiques. Les résultats les plus féconds du programme sont nés non d'un protocole préétabli, mais d'un processus où les faiseurs de changement ont formulé leurs propres hypothèses au fil de l'action, les ont ajustées en continu, et ont construit des récits d'apprentissage à partir de leur expérience. Cette approche renverse la hiérarchie classique entre expert et profane, et invite à concevoir la validité des savoirs non plus seulement en termes de reproductibilité, mais aussi en termes de pertinence, d'appropriation et de transformation. Sans reconnaissance mutuelle des formes d'expérimentation, les tensions épistémologiques risquent de se transformer en disqualification. L'expérimentation citoyenne, même sans protocole académique, peut produire des apprentissages puissants et structurants, à condition qu'elle soit accompagnée. L'écart entre expérimentation académique (formalisée, validable) et expérimentation transformatrice (contextuelle, adaptative) doit être assumé et articulé dès le départ. La montée en compétences des faiseurs de changement révèle un potentiel d'auto-analyse et de réflexivité souvent sous-estimé par les chercheurs. L'absence de cadre formel ne signifie pas absence de rigueur : il est possible de produire de la connaissance depuis la pratique, avec d'autres formes de validation.

Enfin, le cinquième enseignement souligne l'importance du *récit partagé*. Le BRB, même controversé, a agi comme un récit mobilisateur, un horizon désirable autour duquel ont pu se construire des convergences, des expérimentations, des coalitions. Ce type de récit, articulant éthique, vision politique et indicateurs concrets, est un vecteur puissant pour aligner les mondes de la recherche, de l'action publique et de la société civile. Il constitue à la fois un repère stratégique et un outil d'évaluation du sens collectif. Cependant un vocabulaire commun ne garantit pas une compréhension partagée : il peut masquer des attentes incompatibles si les objectifs ne sont pas clarifiés. Pour réussir une collaboration durable, il faut penser des dispositifs de traduction, de médiation et de reconnaissance mutuelle dès l'amont du projet. L'alliance science-société repose sur des personnes-ponts capables d'incarner la relation et de maintenir la confiance, même dans les moments de tension.

Pour l'avenir, les perspectives de développement reposent donc sur la consolidation d'infrastructures de médiation pérennes entre société et science, sur le renforcement des capacités d'auto-analyse des acteurs de terrain, sur le soutien à des recherches transformatives, et sur la construction d'une culture commune de l'expérimentation sociale comme levier de résilience. Ce sont ces conditions qui permettront, à terme, de faire émerger une intelligence collective apte à affronter les défis systémiques contemporains.